

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 ANNECY

ANNECY, le 06/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SARL Carrière ZANETTO

1200 route de GRAVIN
74300 Magland

Références : 20221018-RAP-InspectionZanettoCarriereMagland-georisques
Code AIOT : 0006107030

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2022 dans l'établissement SARL Carrière ZANETTO implanté La Grangeat 74300 Magland. L'inspection a été annoncée le 13/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL Carrière ZANETTO
- La Grangeat 74300 Magland
- Code AIOT : 0006107030
- Régime : Autorisation

La société Zanetto est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2002-2673 en date du 20 novembre 2002 modifié par l'arrêté du 20 novembre 2020 à exploiter une carrière à ciel ouvert d'éboulis calcaires, ainsi qu'une installation de broyage concassage et criblage. Compte-tenu de la diminution du rythme d'exploitation par rapport à l'autorisation initiale, l'autorisation a été prolongée pour une durée de 12 ans soit jusqu'en 2032. La carrière est située sur la commune de Magland, en partie basse du versant Est de la vallée de l'Arve.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Remblayage par des déchets inertes externes	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Bornage	Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 2.6.1
2	Propreté – voirie	Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 2.2.1
3	Plan de surveillance	Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 4.3.1
4	PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra mettre en place sous 3 mois le registre d'admission des déchets inertes comprenant les éléments prévus à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 2.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de placer : + des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site, – un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté.
Constats : L'exploitant a fait réaliser un plan de bornage. Les piquetages ont pu être visualisés sur le site sur le talus amont de la carrière et le long du chemin en aval de la carrière. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis une version informatique du plan fait en décembre 2021.
Observations : L'exploitant devra transmettre par courrier sous 1 mois, le plan de bornage à l'inspection des installations classées indiquant les périmètre d'autorisation et d'extraction et les piquetages réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Propreté – voirie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, de boues.
Constats : Le jour de l'inspection la route de Lutz au débouché de la sortie de la carrière était propre. L'exploitant a installé un laveur de roue, situé en point bas de la piste, utilisant les eaux pluviales.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2020, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de rédiger un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a fait réaliser un plan de surveillance des émissions de poussières. Il a été transmis à la suite de l'inspection par mail. Le plan prévoit l'implantation des mesures conformément à l'article 19.6 l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 : <ol style="list-style-type: none">1. Station de mesure n°1 (type c) : Limite de propriété Sud. La station de mesure n°1 est située au Sud du site, en limite de propriété, dans la direction des vents dominants. Elle est positionnée au niveau de la plateforme de stockage et de concassage des matériaux.2. Station de mesure n°2 (type c) : Limite de propriété Nord. La station de mesure n°2 est située au Nord du site, en limite de propriété, dans la direction des vents dominants. Elle est positionnée au niveau de la zone de remblaiement.3. Station de mesure n°3 (type b) : Habitations La Grangeat. La station de mesure n°3 est positionnée au niveau des habitations les plus proches, au Sud – Ouest du site dans l'axe des vents dominants Nord.4. Station de mesure n°4 (type b) : Habitations Pratz La station de mesure n°4 est positionnée au niveau des habitations les plus proches, au Nord – Ouest du site dans l'axe des vents dominants Sud.5. Station de mesure n°5 (type a) : Témoin. La station de mesure n°5 est située dans la plaine alluviale, à environ 450 mètres à l'Ouest du site, dans un secteur non influencé par la carrière, les transports ou les autres activités qui lui sont associées. Une campagne de mesures est prévue pour la période de concassage qui devrait avoir lieu en février – mars 2023.
Observations : L'exploitant transmettra les résultats de la campagne de mesures du premier trimestre 2023 à l'inspection des installations classées dès réception du rapport de mesures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : PGD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Existence d'un PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.
Constats : L'éboulis exploitable est directement accessible sur le site, il n'y a pas de découverte sur le site et

<p>l'extraction ne génère aucun déchet.</p> <p>Au vu de ces constats, l'exploitant justifie de la non nécessité de réaliser un plan de gestion des déchets.</p> <p>Cette justification doit cependant être tracée et transmise à monsieur le préfet de la Haute-Savoie tous les 5 ans. L'exploitant devra transmettre cette justification sous 1 mois.</p> <p>A la suite de cet envoi, l'inspection rappelle que l'exploitant devra mettre à jour la justification qu'il n'est pas nécessaire de réaliser un plan de gestion des déchets tous les 5 ans à la date de notification de cet envoi.</p> <p>A chaque révision, cette justification devra être transmise à monsieur le préfet de la Haute-Savoie par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • courriel à l'adresse suivante : ddpp-paic@haute-savoie.gouv.fr ; • courrier à l'adresse suivante : P.A.I.C., 3 rue Paul Guiton 74 000 Annecy.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Remblayage par des déchets inertes externes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre concernant les déchets, terres excavées et sédiments
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ; - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ; - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro

de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée

Constats :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

Ils doivent également renseigner à mois n+1 le Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments (RNDTS). L'arrêté du 31/05/2021 fixe le contenu de ces registres.

Le lien pour accéder au RNDTS est le suivant :

<https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr/lapplication-rndts>

Du fait de la mise en place tardive du RNDTS, exceptionnellement la tolérance pour renseigner ce registre est reconduite jusqu'au 1er mai 2023. Il n'est pas demandé de réaliser un téléversement de l'année 2022.

L'exploitant a mis en place un registre pour l'acceptation des remblais. Il comprend la nature des déchets, les quantités, le chantier concerné et ses coordonnées, mais ne reprend pas l'ensemble des informations demandées comme la date de réception précise, l'adresse précise du chantier, les numéros de SIRET, les transporteurs ou le code de traitement (recyclage ou mise en dépôt). L'exploitant dispose cependant de ces informations par ailleurs.

L'exploitant devra compléter son registre conformément à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois